

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 3/2019

TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Assurances

Assurance de responsabilité civile – Sinistre intentionnel – Sinistre ne pouvant être couvert en faveur de celui qui l'a provoqué – Règle impérative – Application – Assuré mineur d'âge – Loi du 27 juillet 1997, art. 14. – **Avec les conclusions du Parquet général.** 225

Cassation

Cas d'ouverture – Défaut de motifs – Défaut de réponse à conclusions – Vice de forme – Caractère suffisant d'une réponse implicite – Loi modifiée du 18 février 1885, art. 10. 246

Droit de la consommation

Clause abusive – Compétence spéciale – Procédure des référés – Décision au fond – Forme de l'appel – C. cons., art. L. 320-3 et NCPC, art. 939 alinéa 3. – **Avec les conclusions du Parquet général.** 233

Droit international privé

1° Conflits de juridictions – Clause attributive de juridiction – Compétence exclusive – Prééminence sur tout chef de compétence général ou spécial – Convention de Lugano du 30 octobre 2007, art. 23. 289

2° Reconnaissance et exécution d'une décision étrangère – Décision dérivant directement d'une procédure d'insolvabilité – Décision sur une demande en paiement sous forme de déclaration de créance (non) – Règlement (CE) 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000, art. 25. 325

3° Reconnaissance et exécution d'une décision étrangère – Décision sur une action en paiement d'une lettre de change – Intégration dans l'ordre juridique interne de la situation créée par la décision étrangère – Condamnation sur base d'un contrat – Existence du contrat consacrée – Condition – Identité de parties – Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 26. 325

Droit pénal

1° Droit pénal spécial – Recel de malfaiteur – Personne poursuivie – Notion – C. pén., art. 339. 229

2° Droit pénal spécial – Faux et usage de faux – Éléments constitutifs – Écrit protégé – Définition – Application – C. pén., art. 196 et 197. 246

3° Droit pénal spécial – Banqueroute frauduleuse – Détournement d'actif – Notion – C. pén., art. 489 ; C. com., art. 577. 263

4° Homicide involontaire – Faute – Lien causal – Victime – Pathologie préexistante – Prise en compte (non) – C. pén., art. 419. 275

5° Droit pénal spécial – Banqueroute simple – Défaut d'aveu de la cessation des paiements – Élément moral – C. com., art. 574 ; C. pén., art. 489. 279

6° Droit pénal spécial – Banqueroute simple – Défaut de tenue des livres de commerce – Élément moral – C. com., art. 574, 6°; C. pén., art. 489.	279
7° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Victime – Grand âge – Critère exclusif (non) – Nécessité de démontrer une vulnérabilité particulière – C. pén., art. 493.	312
8° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Abus – Besoin de prouver une contrainte ou des manœuvres frauduleuses (non) – Profit de la vulnérabilité de la victime et atteinte à sa liberté d’action – C. pén., art. 493.	312
9° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Élément moral – Volonté d’exploiter un état d’ignorance ou de faiblesse connu – C. pén., art. 493.	312
10° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Acte conduisant la victime à un acte matériel ou juridique ou une abstention qui lui est gravement préjudiciable – Préjudice effectif – Obligation de preuve (non) – C. pén., art. 493.	312

Faillite

Période suspecte – Compensation – Créances réciproques – Libération de capital – Remboursement du compte-courant actionnaire – Nullité – Rupture de l’égalité des créanciers – C. com., art 445 et 446.	335
---	-----

Filiation

1° Action en contestation de reconnaissance de filiation naturelle – Parties à l’instance – Mise en cause de la mère en nom personnel – Nécessité (non) – C. civ., art. 342-5.	266
2° Filiation naturelle – Reconnaissance – Action en contestation de reconnaissance – Action imprescriptible (non) – Forclusion – Enfant âgé de six ans accomplis – Possession d’état continue et conforme depuis plus de trois ans – C. civ., art. 339, al. 4.	266

Prescription (commerciale)

Champ d’application – Obligations nées à l’occasion du commerce – Rapport entre deux parties dont au moins une est commerçante – C. com., art. 189.	289
---	-----

Procédure civile et commerciale

1° Mesure d’instruction <i>in futurum</i> – Recevabilité – Conditions – Mise en intervention du défendeur au futur procès au fond (non) – NCPC, art. 350.	254
2° Mesure d’instruction <i>in futurum</i> – Conditions – Absence de procès au fond – Motif légitime – Mesures légalement admissibles – Production de pièces détenues par un tiers – NCPC, art. 350.	254
3° Saisine du juge – Etendue – Prétentions formulées dans le dispositif – Contenu substantiel des conclusions – NCPC, art. 53.	289
4° Compétence territoriale – Exception d’incompétence – Irrecevabilité – Moyen pouvant être soulevé pour la première fois en instance d’appel – NCPC., art. 259 et 260.	296
5° Compétence territoriale – Exception d’incompétence – Moyen à soulever « in limine litis » – Défense au fond – Notion – Assignation en intervention – Assignation en garantie – NCPC., art. 259 et 260.	296

6° Procès équitable – Exigence du contradictoire – Constitution d’avocat par le défendeur – Dépôt de la constitution à la charge du défendeur – Omission par le défendeur – Absence de diligence de l’avocat du demandeur - Violation des droits de la défense – Sanction – Annulation du jugement – NCPC art., 64, 65, 197 – CEDH, art. 6.	301
7° Appel – Annulation du jugement de première instance – Effet dévolutif (non) – Renvoi à la juridiction du premier degré – NCPC, art. 571.	301
8° Estoppel – Conditions – Positions contraires d’un plaideur – Induction en erreur de l’adversaire – Limites – Liberté de la défense – Substance des droits des plaideurs – NCPC, art. 264.	325
9° Estoppel – Instances distinctes – Indifférence – Exigence d’actions de même nature, fondées sur les mêmes conventions et entre les mêmes parties – NCPC, art. 264.	325
10° Juge de la mise en état – Rôle – Décisions – Mesures d’administration judiciaire – Décisions susceptibles de recours (non) – Décisions tendant à avancer la procédure – Caractère juridictionnel – Décision de clôture de l’instruction – Décision de refus de clôture – Décisions d’administration judiciaire – Recours (non) – Exception – Excès de pouvoir – NCPC, art. 210, 221 et 223.	340
Pas de recours contre les ordonnances du juge de la mise en état refusant de prononcer la clôture de l’instruction! – <i>Note de Séverine Menétrey, Professeure à l’Université du Luxembourg</i>	343
Procédure pénale	
1° Plainte avec constitution de partie civile – Ordonnance de non-informer – Faits qui, à les supposer démontrés, ne peuvent admettre aucune qualification pénale – Étendue du pouvoir d’appréciation au regard de ce critère – Faux et usage de faux – Condition tirée du caractère protégé de l’écrit – Condition susceptible de faire l’objet d’une appréciation prima facie – C. pén., art. 196 et 197 – C. pr. pén., art. 57.	246
2° Jugement par défaut – Opposition – Défaut de notification à la partie civile – Juge non saisi de l’action civile – C. pr. pén., art. 187.	346
3° Jugement de débouté d’opposition – Appel – Etendue – Appel s’étendant au jugement par défaut antérieur – C. pr. pén., art. 187.	346
Référés	
Référé-sauvegarde – Voie de fait – Notion – NCPC, art. 933.	307
Régimes matrimoniaux	
1° Dissolution – Avantages matrimoniaux – Application – Clause de reprise d’apports – C. civ., art. 299 ancien et 1527.	269
2° Dissolution – Partage de la communauté – Construction érigée au moyen de fonds communs sur un terrain propre – Détermination du caractère propre ou commun de l’immeuble – Appréciation au moment de la liquidation de la communauté – C. civ., art. 1406, al. 2.	269
Responsabilité civile	
1° Dommage indemnisable – Honoraires d’avocat – Fondement – Responsabilité civile – Indemnité de procédure – Fondement – Équité – C. civ., art. 1142, art. 1382 – NCPC, art. 240.	286
2° Abus de droit – Abus du droit d’agir en justice – Conditions – C. civ., art. 1382.	301

Sociétés commerciales

- 1° Responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise – Administrateur de société anonyme – Banqueroute – Terme du mandat – Défaut de publication de la démission – Exonération (non) – Loi du 10 août 1915, art. 442-2 (anc. art. 51, al. 2). 279
- 2° Défaut de publication des comptes annuels – Élément moral – Loi du 10 août 1915, art. 1500-2 (anc. art. 163 2°). 279

Successions

- 1° Pacte sur succession future – Prohibition – Etendue – Application – Acte unilatéral – Disposition à titre onéreux dans un testament – C. civ., art. 1130, al. 2. 258
- 2° Pacte sur succession future – Sanction – Nullité absolue – Nullité totale ou partielle – Critères – C. civ., art. 1130, al. 2. 258
- 3° Testament – Qualification juridique – C. civ., art. 895. 258

Taxe sur la valeur ajoutée

Bulletin de taxation d'office – Notification – Adresse déclarée par l'assujetti – Changement d'adresse non déclaré – Indifférence – Loi du 12 février 1979, art. 62 et 76. 251

Vente

Vente immobilière – Action tendant au constat d'un droit de propriété sur un immeuble – Obligation de transcrire la demande au bureau des hypothèques (non) – L. 25 septembre 1905, art. 17, al. 1er. – **Avec les conclusions du Parquet général.** 238